



**COMMUNIQUÉ**

*Pour diffusion immédiate*

**STRATÉGIES SAINT-LAURENT SE RÉJOUIT DE LA DÉCISION DU MINISTRE D'ÉTAT À L'ENVIRONNEMENT ET À L'EAU D'INTERDIRE LE TRANSPORT MASSIF DE L'EAU À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC**

**Québec, le 21 novembre 2001** --- Stratégies Saint-Laurent (SSL) est l'organisme de concertation qui rassemble les communautés riveraines du Saint-Laurent réparties dans les territoires des 14 comités de Zones d'intervention prioritaires (ZIP) du Québec, couvrant maintenant presque la totalité de ses rives, de Cornwall à la Baie des Chaleurs en passant par le Saguenay et les Îles-de-la-Madeleine. D'importantes organisations ayant à cœur la protection du Saint-Laurent sont aussi présentes sur son Conseil d'administration, dont l'UQCN, les Amis de la vallée du Saint-Laurent, la Société Linnéenne du Québec, l'Association des biologistes du Québec, la CSN, STOP et le Comité Parc des Rapides.

La nouvelle annoncée hier par le ministre de l'Environnement du Québec réjouit l'ensemble des membres de SSL. Nous croyons que l'interdiction d'exportation massive de l'eau hors Québec démontre, de la part du gouvernement du Québec, une réelle volonté de réaliser des gestes concrets menant vers une meilleure gestion de notre eau, partie de notre patrimoine collectif.

Cette décision représente la première démarche importante à entreprendre avant le développement d'une politique de gestion de l'eau. Pour mieux gérer notre eau, il convient d'abord d'en assurer la conservation. Ce constat avait d'ailleurs été fait par un grand nombre d'organismes, dont notre Corporation, dans les mémoires présentés au BAPE dans le cadre des audiences publiques sur la gestion de l'eau à l'automne 1999.

Il s'agit d'une première décision qui confirme la volonté exprimée par le gouvernement provincial de prendre en charge la gestion de l'eau au Québec. Cette position bien affirmée du Québec est de nature à mettre de la pression sur nos voisins de l'Ontario et des États-Unis qui sont impliqués dans la conservation de l'eau du vaste système Saint-Laurent – Grands Lacs. Ce leadership nous permet de croire, pour les prochaines étapes, à une réelle prise en charge des bassins hydrographiques du Québec dont le Saint-Laurent représente le plus important réceptacle.

Cependant, nous considérons qu'il reste encore beaucoup à faire. Le danger de l'exportation massive est maintenant écarté avec ce moratoire, mais c'était la partie du problème la plus simple à résoudre puisqu'elle fait l'effet d'un consensus quasi complet si on exclu les magnats potentiels de l'Or bleu. Le problème de la qualité de l'eau représente le réel défi du gouvernement autant pour les nappes phréatiques que pour les eaux de surface. La politique de gestion de l'eau est attendue pour l'hiver 2001-2002. Les membres de Stratégies Saint-Laurent considèrent que cette mesure d'interdiction d'exportation massive de l'eau est un bon point de départ et nous espérons que le gouvernement poursuivra une démarche proactive dans l'application d'une politique de l'eau qui répondra aux besoins exprimés par la population du Québec.

